

# informations correspondance ouvrières

Regroupement Inter Entreprise

## SOMMAIRE

FRANCE ,des travailleurs	p 1
LIAISONS	p 7
NOUS AVONS DISCUTE SUR...	p 8
SYNDICALIS ET MOUVEMENT OUVRIER	p 9
COMMENT ON NOUS CONDITIONNE comment on lutte contre	p 14 p 18
CORRESPONDANCE	p 16
HOLLANDE ,une grève sauvage	p 19
VIET NAM ,la révolte paysanne de 1930	p 20
FIVE O'CLOCK WORLD	p 23
PUBLICATIONS	p 25

LE NUMÉRO

0,60  
(ou deux timbres )

mensuel

numéro 55

DECEMBRE 1966

( ce numéro comporte un supplément : discussion sur l'organisation adressé aux seuls abonnés ; envoi contre 0,30 en timbres poste )

# France

## des travailleurs

CHLJSSON /

pièces détachées automobile - Gemevilliers - banlieue de Paris.

Avant les vacances, en dehors de participations massives aux journées revendicatives syndicales, il ne s'était rien passé. Mais depuis quinze jours, à partir de la dernière paie, l'agitation gagne dans les ateliers pour une rallonge de salaire. Le mécontentement est général.

Au retour des vacances, il y a eu une légère augmentation de taux de prime (de 4 à 6%) unilatéralement, sans discussions ni revendications. Les salaires d'embauche vont de 3.50 de l'heure (manœuvre), de 4 à 4.80 (O.S.), de 6 à 7.20 (professionnel); à ces taux s'ajoutent la prime de 6% du salaire et les majorations pour heures supplémentaires. Pratiquement, en 66, les salaires n'ont augmenté que de 3%.

Les mouvements d'atelier sont sans rapport avec l'agitation syndicale: les ouvriers débraient spontanément, et ne sont pas déçus à s'arrêter là. Chez les mensuels une certaine agitation a entraîné des ajustements individuels (notamment dans un bureau de dessin-outillage - 60 employés) indépendamment des promesses de rallonge traditionnelle de fin d'année.

Les débrayages syndicaux, même s'ils sont largement suivis (ce peut être le cas le 23 novembre) ne donnent rien; par contre les mouvements d'atelier ou d'équipe donnent souvent des résultats concrets. Il est évident que ces mouvements spontanés restent sous le contrôle des ouvriers, et sont beaucoup plus significatifs et efficaces que les processions traditionnelles à la Bourse du Travail.

La direction laisse faire sans bouger tout ce qui ne gêne pas la production. Le climat modeste mais réel de démission, accentué au retour des vacances, ne la gêne pas: rien n'est fait pour retenir les partants et cela ne l'incite pas à augmenter pour prévenir d'autres départs (est-ce la crainte d'un chômage?). Les processions syndicales, avec débrayage en fin de journée désamorcent la combattivité spontanée des ateliers. Au contraire, les débrayages renouvelés créent le bordel dans les équipes et gênent l'exécution des commandes (pour la Russie en ce moment). Les ouvriers ont une position critique sur les mots d'ordre syndicaux; le climat est très différent de celui du premier semestre.

IMPRIMERIE /

Le Travail - Paris.

Les patrons imprimeurs sont assez agressifs en ce moment: situation de crise dans le livre (nouvelles techniques). Dans la boîte, discussion sur le nombre de délégués. Actuellement, un seul, le brave type qui "s'y est mis", mais coincé entre le patron et les ouvriers, engueulé par tous, et assez découragé. Légalement, avec 35 ouvriers, on "a droit" à 2 délégués. A quoi ça peut servir si déjà un seul ne peut rien faire. A s'engueuler un peu plus. Discussion en assemblée là-dessus et sur la date des élections.. Sans résultat. Cette pratique des assemblées régulières - une bonne chose - n'a été acquise que péniblement. Mais tout se trouve faussé par la participation du directeur-adjoint (technique), ex-typo, bras droit du patron, affilié CGT, qui participe aux réunions comme "syndiqué" et que l'on retrouve 10 minutes après comme patron. Inutile de dire le climat de telles assemblées.

Extrait du "Monde" 16/II/66:

( En toute fraternité... unis pour la même cause )

"La Fédération Française des Travailleurs du Livre (CGT) vient de fêter son quatre vingt cinquième anniversaire. Plus de sept cents personnes ont assisté à la réception offerte à cette occasion. Parmi les organisations étaient notamment représentés le bureau confédéral de la CGT (dont Frachon) les fédérations d'industrie,

la Fédération des maîtres imprimeurs (I) le syndicat de la presse parisienne et le syndicat national de la presse régionale... "

(I) pour les non initiés, la Fédération des maîtres imprimeurs est le syndicat patronal.

**E. D. F. /**

centre technique- Paris.

Action pour le reclassement de la fonction mais cela se perd dans les actions syndicales. Bagarres autour des élections à la Caisse d'aide Sociale dans les services centraux (le secrétaire est parti avec la caisse).

**MACHINE-OUTIL /**

embrayages pour machines-outils- banlieue de Paris.

Les investissements doivent ralentir car les ventes décroissent. Les délégués se sont pointés pour l'augmentation rituelle de fin d'année. Refus.

**BUREAU DE DESSIN /**

Promesse d'augmentation (deuxième fois 3% dans l'année). Ceux qui sont mécontents -et peuvent le faire démissionnent: comme chez Chausson, personne ne les retient.

"  
" Les bonzes syndicaux et la  
" morale sociale  
" Le syndicat CGT des correcteurs  
" comme les autres syndicats du Livre  
" est un bureau de placement (monopole  
" de l'embauche).  
" Il y a toujours plus de postu-  
" lants que de places, autrement dit  
" des chômeurs qui, inscrits au syndi-  
" cat doivent rester à la "disposition"  
" du syndicat si jamais on avait "besoin  
" d'eux". Certains ont préféré partir  
" cet été qu'attendre un problème  
" boulot. Et le syndicat a attendu. Ré-  
" flexion d'un bonze syndical: " c'est  
" quand même un peu fort des chômeurs  
" qui prennent des vacances".. Que faut-  
" il ajouter?  
"

**BANQUE /**

" Paris-Siège social  
" Calme plat: c'est l'attente des gratifi-  
" cations de fin d'année attribuées par les  
" chefs de service à la tête du client.  
" 10.000 à 30.000 A.F. avec minimum de 5 à  
" 10.000 selon la catégorie. Personne ne com-  
" promet sa chance. D'après un délégué syn-  
" dical la structure des salaires se transforme.  
" Au lieu du salaire progressant lentement  
" avec l'ancienneté ( primes d'ancienneté,  
" rallonges annuelles individuelles, changement  
" de catégories) le salaire devient de plus  
" en plus sélectif et contrôlé.  
"

**TRAVAUX PUBLICS /**

" Seine-et-Marne-  
" Revendication syndicale pour les ouvriers  
" d'une augmentation horaire uniforme qui

équivalent à 100 NF par mois non hiérarchisée. Réponse de la Direction: pas question, l'augmentation générale de fin d'année se fera en pourcentage.

**JEUMONT /**

St-Denis - construction électro-mécanique.

Rectificatif ICO N° 54, novembre 66, P.I: l'augmentation demandée est de 8000 AF pour les mensuels, et non de 1000. La situation est semblable à celle décrite chez Chausson. Mais on peut se demander si les débrayages ne sont pas organisés en sous main pour déboucher sur la journée du 23 novembre. Hostilité des cadres à la revendication uniforme.

Dans les équipes pourtant, les débrayages se font sur des revendications d'équipe (2% d'augmentation, manoeuvres payés au boni maximum au lieu de boni moyen).

Affiche du PC (St Denis) à la porte de l'usine pour aller " manifester sa volonté de paix" en commémorant l'armistice de 18. La cellule de l'usine travaille

avec la mairie communiste.

**ENERGIE ATOMIQUE /**

Saclay- banlieue de Paris.

Beaucoup de bruit autour d'une information de la direction demandant le classement des "Agents" (non différenciés) de l'Energie Atomique en trois catégories: A (15% exceptionnels) B (65% moyens) C (20%, médiocres). C'était une réponse à une demande des syndicats réclamant un classement des Agents pour éviter le favoritisme; mais maintenant, ils protestent à cause des pourcentages...

**P.T.T. /**

Paris- Centre de tri.

Avalanche de tracts - CGT et CFDT pour la préparation de la grève du 23. La CFDT remet la propagande d'adhésion à cause de la caisse de grève (une arme splendide pour mettre toutes les grèves sous contrôle syndical et briser les grèves sauvages car il y aura les grèves reconnues et indemnisées par le syndicat et les grèves pas reconnues et pas payées). Il y a un mois à peine, la CGT proposait "une campagne en direction des députés" et même après des "sénateurs" à l'occasion du vote du budget (pétitions, délégations auprès des parlementaires). Aujourd'hui changement de décor.

Mais le préavis de grève expire en tout cas le 30 novembre car après, c'est la période où la grève coûte plus cher: on perd les 4 jours de "bon soldat".

FO qui a des assises plus anciennes et plus sûres du côté dirigeants traite tout cela de "folklore" et d'opération politique. "Les travailleurs des services de l'acheminement refuseront d'être l'inutile piétaille des politiciens du parti communiste. Cette année le calendrier est bousculé, l'opération folklorique doit être terminée le 30 novembre. Du 1<sup>er</sup> au 9 décembre Kossyginé vient voir De Gaulle". C'est vraisemblable, mais où FO laisse percer le bout de l'oreille... américaine c'est l'encadrement du tract sous l'étiquette "IPTT-CISL" et l'envolée: "au sein du syndicalisme libre ils élaborent leurs revendications et détermineront des moyens de les faire aboutir sans démagogie ni agitation stérile, dans l'indépendance totale vis à vis des partis politiques, sectes ou églises".

Le syndicat c'est l'assurance.

"Faites confiance à la CFDT.. qui après 3 mois d'adhésion rembourse une journée de grève à 9 frs et avec une cotisation supplémentaire de 1f,05 par mois le remboursement est porté à 15f ...et ces chiffres seront améliorés. Bientôt le renouvellement des cartes. Pensez CFDT". ( sic )

(tract CFDT - Ambulants et centre de tri Sud-Est ).

C'est presque la publicité pour de la lessive.

La campagne électorale est bien commencée: pro-ricains, contre anti-ricains -

"syndicalisme libre" contre "syndicalisme capitalisme d'état". Reste à savoir si la piétaille est dupe.

**RENAULT /**

Billancourt - banlieue de Paris.

Elections de délégués du personnel passées - et ça recommence pour le comité d'établissement - CGT, PC et CFDT découvrent tout à coup les bienfaits de la "mensualisation pour tous les travailleurs de la Régie". Trop vite sorti pour être honnête. Propagande électorale ou manœuvre de concert avec la direction qui va élargir le cadre mensuel et procurera une "victoire aux syndicats"?

**RHONE-POULENC /**

produits chimiques- Vitry - banlieue de Paris.  
lettre d'un camarade:

" tu trouveras un tract CFDT dont une face appelle les gens à donner leur sang et l'autre appelle à rallier la CFDT par "solidarité". Tu pourras relever à la fin de ce tract: "...et le jour où nous serons suffisamment nombreux et organisés nous n'aurons peut-être plus besoin pour être reconnus comme interlocuteurs valables de faire si souvent ces grèves et ces manifestations que certains nous reprochent". Sans commentaires bien sûr ...

Tu trouveras aussi le journal de la fédé de la chimie de Labi organe que n'hésitent pas à distribuer les gars de Voix Ouvrière. Une page sur les syndicats européens ne les a pas gênés alors que dans leur bulletin d'entreprise précédant juste ce dernier papier dénonçait les syndicats allemands...

... Au service "recherches techniques", le travail est manifestement dangereux. Il y a des ouvriers et des gars de labo qui se partagent le boulot, devant céder aux aléas du boulot. C'est ainsi que de la petite échelle du labo on passe aisément à la grande échelle fabrication, celà dans le cadre "recherches". On est soumis aussi au "besoin" du travail, à savoir que des 3 x 8 sont "nécessaires" parfois. Depuis un mois, les ouvriers des Recherches techniques sont "déplacés" dans d'autres services, car la société manque de personnel, celui qu'elle a partout ailleurs et les nouveaux embauchés ne restent pas plus de huit jours dans certains coins. Ainsi les Recherches techniques se "dépeuplent", les grosses têtes ayant décidé que désormais les gars de labo assureront tout. Les effets se sont vite faits sentir. Il y a 10 jours, mon chef de labo m'a demandé de faire équipe du I4 au I9, même pas en 3 x8, mais en 2 x I2 ! et pour un travail nécessitant notre présence dehors. J'ai énergiquement refusé ne me privant pas de lui dire tout ce que je pensais, tous les aspects du problème étant alors abordés. Bien sûr j'ai été menacé: " si vous n'êtes pas capable de répondre aux besoins du service ce n'est pas la peine de rester là "... et même de dire qu'il pouvait m'obliger. Je m'en suis sorti en alertant les copains du labo et c'est "tous groupés" que je me suis permis de retourner voir notre "chef" pour lui dire que c'était tout le monde qui refusait les 2 x I2. A noter que dans notre groupe se trouvait un ex-délégué CGT et un délégué CGT qui sont restés silencieux se contentant d'appuyer de leur présence. Le chef de labo était fou de désillusion mais s'est incliné et s'est cantonné dans les 3 x8 ce qui "l'obligeait à trouver 6 gars au lieu de 4"! Là, impossible de faire l'unanimité parmi les copains pour refuser en bloc. Le délégué CGT nous a fait part de son inquiétude pour l'avenir et nous a dressé le spectre des licenciements... Enfin bon gré mal gré, lundi matin ont démarré les 3 x8.

... tous les gars des Recherches techniques sont au courant qu'un antécédent avait été évité et qu'il serait bon à être aussi fermes devant de telles propositions. Les 2 x I2, et dehors, à cette époque ...

Une petite note à ajouter: notre copain délégué CGT, le lendemain de l'altercation avec le chef de labo a téléphoné à son bureau syndical et est venu nous dire que les 2 x I2 étaient "vachement légaux" quand le travail était exceptionnel. Ce sera le mot de la fin".

MARSEILLE /

Lettre d'un camarade:

" comme tu me le conseilles dans ta dernière lettre j'ai essayé de faire ce résumé à partir de coupures de presse et surtout d'après ce que je vois chaque jour sur les chantiers. Une difficulté majeure apparaît ici: le manque de contacts effectifs avec ceux qui ont engagé la lutte, portant l'impossibilité de connaître les réels mobiles des diverses actions entreprises, les péripéties de leur déroulement. J'aurais pu me rendre auprès des gens de chez Zographos et Perrin si la presse communiquait le tout début des grèves. Elle n'en rend compte qu'avec parcimonie. Seulement à la fin. Les lieux communs abondent dans ce récit, c'est un fait. Je pense qu'un travail collectif compilant les divers témoignages de ceux des grévistes aurait été plus incisif. Et puis ce n'est pas eux qui parlent, mais quelqu'un qui n'a pas connu leurs conditions de travail et qui bien entendu voit d'une autre façon qu'eux-mêmes.

L'administration Defferre a consacré Marseille comme porte-enseigne de la construction de logements au cours de l'après-guerre. C'est du moins ce que s'efforce de présenter son journal "Le Provençal" par de fréquentes chroniques. Les attachés de ce quotidien au département publicitaire ont développé avec succès cette formule "ad hoc" "Marseille, ruban bleu de la construction" ! "La Marseillaise" lui répond en précisant que la majorité actuelle ne fait que réaliser les plans du groupe communiste Cristofol maire de la cité en 1947 qui aura subi toute la malveillance de l'état à cette époque.

Ce qui reste d'intangible à cette mauvaise polémique c'est la transformation physique de la ville. Elle n'a jamais cessé de s'étendre sur des terrains qui jusqu'alors étaient destinés aux cultures maraîchères et dans ces deux petites vallées que sont le cours de l'Hiévauno et de son affluent le Jarret à l'élevage des porcs. Très souvent les petits producteurs de primeurs cumulaient ces deux choses. Ils ont été expropriés avec des indemnités qui parfois allaient au-delà de la richesse de leur exploitation. Couramment, ils ont acquis trois ou quatre appartements construits sur leur ancienne propriété; ils sont devenus soit "syndic", soit propriétaires immobiliers. Les loyers de ces locaux oscillent entre 35 et 50.000 par mois.

Actuellement, comme on a totalement épuisé les possibilités d'extension en direction des voies naturelles et accessibles, les grands entrepreneurs marseillais se sont lancés à l'assaut... des rochers sauvages de Marseille-voy<sup>ro</sup> et du massif de Puget.

"Main basse sur la ville" projeté quasiment en aparté sur l'écran pour cinéphiles, aurait très bien pu être réalisé ici même. Sans discontinuer, depuis 13 ans nous avons assisté aux mêmes scandales, aux mêmes tractations mercantiles ainsi qu'à toute cette cohorte d'événements surgis avec la société de consommation. En banlieue périphérique, le Merlan, St Tronc, Les Olives, Le Redon, etc...etc.. sont exploitées diverses carrières de sable et gravier fournissant la totalité des demandes de la construction. Les carriers dont le nombre diminue avec toute nouvelle utilisation de machines excavatrices connaissent les mêmes accidents, les mêmes maladies que leurs aînés. Et pourtant, M. Perasso (carrière de St Tronc) est élevé au grade d'officier de la Légion d'Honneur. Au cours de l'année, Pisani promu au rang de ministre, inaugurerait sa nouvelle compétence par la visite de la ville. Entouré de ces dignitaires locaux que sont MM. Defferre, Masse, Poinso-Chapuis et des représentants des architectes de la ville il déclarait, non sans avoir abondamment félicité ceux-ci de leur bonne gestion, qu'il allait mettre fin à l'inflation. Aucune des entreprises en cause ne s'en est ému.

Certains quartiers classés "site provençal" ont été épargnés des bulldozers. Pour le sociologue venu des rangs de l'UNEF ce doit être une très bonne décision mais la conscience populaire a très vite compris que ce ménagement ne servait en définitive qu'aux résidents de choix: vieille bourgeoisie savonnaire, armateurs, homme du Pouvoir, mondains et proxénètes. Comme dans toute grande ville industrielle ces quartiers jurent d'avec les quartiers populaires. La circulation y est strictement réglementée, bien des artères tout aussi entretenues que les autres par la voirie sont réputées privées. Les réseaux de distribution d'eau et de gaz, les lignes téléphoniques et électriques attentivement surveillées par les ouvriers de ces entreprises nationalisées présentées comme le plus beau fleuron de la gauche politique.

Beaucoup d'ouvriers, auxquels se joignent des myriades d'ouvriers italiens espagnols, arméniens, noirs et nord-africains, s'embauchent chaque jour à des dizaines de km de la ville. Les patrons ont aussitôt organisé les transports depuis un point central, jusque sur les chantiers afin que les ouvriers soient plus enclins à leur dure besogne et plus disponible dans la durée de leur travail. Lorsqu'on pénètre sur un de ces innombrables chantiers, on a tôt fait de découvrir que l'ensemble de maçons, peintres, plâtriers, plombiers, fournit un bon filon d'exploitation, d'autant plus que certains ne sont là qu'en sous mains ou employés à la journée. Le mauvais outillage individuel voisine avec l'absence manifeste de mise en place de toute sécurité. L'exécution des travaux insalubres et dangereux se réalise dans ces conditions dérisoires. Peu d'entre eux sont disposés à suivre les consignes

de prudence parce qu'il y a une cadence de productivité imposée toujours en hausse fiévreuse par rapport aux normes de la veille ou de l'avant-veille.

Au régime du tâcheron (I) correspond un taux croissant d'accidents sur lesquels la médecine du travail et n'importe quelle inspection officielle restent impuissantes. Seuls les chantiers entrepris par les sociétés de grande envergure assurent un ersatz de protection, justement parce qu'ils sont soumis aux regards constants de toute une population. Il y en a quatre de première importance:

- 1) Tunnel sous le vieux port
- 2) souterrain de dégagement au carrefour des Cinq Avenues.
- 3) Modernisation et agrandissement de la Corniche.
- 4) Canalisation et couverture du Jarret.

Tous forment le thème central de la propagande électorale de la municipalité SFIO. Beaucoup de délégations d'étudiants, de patrons, de syndicalistes étrangers viennent l'été visiter le chantier-fanion qu'est le tunnel sous le Vieux-Port. Là on veut faire des ouvriers les exécutants d'un corps de ballet.

Mais lorsque les plans accusent un certain retard en conséquence du manque de coordination et d'incapacité caractéristique des surveillants, il se trouve toujours un maquignon pour demander aux ouvriers un effort supplémentaire. C'est alors que l'importance de la prime allouée décidera de la rapidité de récupération. Sur ces chantiers d'aménagement ou de construction, il existe tout un morcellement du travail global. Les travaux les plus pénibles sont demandés à nos "frères de couleur". L'humiliation, plus les brutalités venant de toutes parts sont leur lot quotidien. Ils couchent dans les caves, sur des portes recouvertes de paille d'emballage, ils vivent ainsi cinq, six mois dans ces caves que les bourgeoises emploieront plus tard comme débarras. Certains ont aidé à la réalisation du chauffage à air pulsé. Eux se chauffent autour d'un braséro de fortune. Lors du rude hiver 63-64, six ouvriers espagnols depuis peu en France, s'abritant dans une baraque en bois trouvèrent une mort à la mesure de toute leur vie atroce. Le poêle à mazout les asphyxia au cours d'une nuit de gel. Leur vie est un Colgotha anonyme.

A peine plus considérés que --les nord-africains, les espagnols s'entassent avec leur famille dans de lugubres taudis.

Il y a à ce jour, 10.000 appartements neuf non occupés et pour moitié de logement inachevés, et pourtant les meublés, les garnis sordides affichent "complet".

Devant cette mévente, deux grandes sociétés Zographos et Perrin ont décidé de procéder à des licenciements de 300 et 400 ouvriers. Pour l'entreprise Perrin c'est d'ores et déjà chose faite. L'allocation qui leur a été versée par l'employeur en liquidation judiciaire, ne représente que les 75% du salaire habituel. grâce à l'intervention de la CGT qui en est visiblement satisfaite. Le solde ne sera versé qu'en fin de mois, l'indemnité de chômage reportée à une date "sine die".

Quelques entreprises du littoral, la Ciotat notamment, ont réembauché les chauffeurs (2) pour des salaires inférieurs de 40% en comparaison de leur ancien taux horaire.

Intoxiqués par l'exemple de plusieurs secteurs, les ouvriers de chez Perrin ont élu un Comité de défense qui, fort de l'appui des élus, trouvant là un terrain propice à leur démagogie, va demander à l'office des HLM d'entreprendre la construction de 50.000 logements. La CGT veut une fois encore alarmer l'opinion publique et faire jouer à fond l'arbitrage des pouvoirs publics. Elle demande avec insistance la réunion prochaine du Conseil général et du Conseil municipal.

(I) ouvrier à forfait. Plus il produit, mieux il gagne. Il organise son travail en toute indépendance.

(2) dans la région sont "chauffeurs" les conducteurs poids lourds ou engins

Chez Zographos, les ouvriers ont abandonné leur sort aux mains de la CGT sans doute pour lutter plus efficacement. Alors il y a eu un bel exemple de grève fractionnée: le mardi les chauffagistes ont arrêté le travail, le mercredi le personnel de la plomberie, jeudi les peintres. Encore heureux qu'il n'y ait que 6 jours ouvrables dans une semaine.. La durée de ces grèves a été chaque fois de 24 et suivie à 100%. Le mouvement a débuté devant le refus directorial de payer les acomptes. Les fenailleurs furent les premiers à répondre et leur lutte s'acheva par le renvoi de cinq d'entre eux. Immédiatement, la CGT préconisa ses éternelles habitudes, qui se soldent par le renvoi de plus en plus rapide, de plus en plus soutenu, des ouvriers engagés dans la lutte. Après une semaine, où elle emprunte les voies les plus sinieuses pour mieux biaiser et atteindre son véritable but, la CGT prétend alors que la visée cachée (mais qu'elle a réussi à démasquer) du patron était le démantèlement de la section syndicale. Ces divers mouvements que l'on voit réapparaître dans le bâtiment, ont eu pour origine profonde la garantie de l'emploi et de la paye. Ils se trouvent maintenant détournés de leurs objectifs initiaux. Et cette falsification au profit de l'organisation syndicale qui disparaîtrait dans la mesure où les 300 ouvriers seraient licenciés, n'est que l'escamotage du véritable problème que la CGT est incapable de résoudre et que seule l'action directe naturelle à la classe ouvrière est capable de mener à bien. "

CITROËN /

tracts CGT, communiqués par un camarade.

extension projetée du travail en équipe sur les chaînes de montage DS et ID de Javel et de Gutenberg. Il en résultera une diminution d'horaire pour les ouvriers passant de la normale en équipe (4h45 supplémentaires en moins par quinzaine) La direction ne modifie pas ses projets mais accorde unilatéralement 1,5% d'augmentation. C'est une augmentation rituelle; mais la CGT présente cela comme un premier succès et appelle à l'action: " dans l'immédiat, ... signez et faites signer des listes de pétitions" pour faire céder totalement Citroën. Quand on connaît la chasse aux sorcières de chez Citroën et ce que peut signifier mettre son nom au bas d'une liste remise au patron, on peut dire que c'est là un moyen de lutte bien adapté à l'usine.

oooooooo

LICTIONS

Réunion des camarades de Paris - 19-II-66 - 24 présents.

- I- Informations d'entreprises: voir rubrique sur les travailleurs en France. (deux camarades de Paris ont envoyé des informations -Presse et Rhône-Poulenc ).
- II- Correspondance: lettres de Marseille, de Lyon, de Belgique ( voir plus loin).
- III- Controverse avec le G.L.A.T. (Groupe de Liaison et d'Action des Travailleurs publiant le bulletin "Lutte de Classe") à la suite d'une critique parue dans ICO numéro de Juillet. La lettre écrite par ces camarades et les textes qui l'ont provoquée sont publiés en annexe. Cela doit servir de point de départ à une discussion sur "l'organisation" qui sera poursuivie dans ICO, éventuellement sous forme de brochure distincte. Cette discussion a déjà débuté à la réunion, mais les camarades présents doivent reprendre leur intervention par écrit après lecture des textes publiés. Tous les camarades d'ICO peuvent y participer car cette controverse touche les problèmes du "militantisme" et de "l'action de minorités" sur lesquels les camarades d'ICO sont eux-mêmes divisés et qu'ils n'ont jamais débattu à fond. Peut-être cette fois, à la faveur de ce débat, est-il possible d'aller plus loin.



IV- PROCHAINE REUNION:

SAMEDI 17 DECEMBRE

heure et lieu habituels.

V- Numéros manquants: pour compléter ou refaire des collections complètes d'ICO il nous manque un certain nombre de numéros. Les camarades qui reçoivent ou ont reçu ICO et ne veulent pas les conserver peuvent nous les retourner.

VI- Lettre de diffusion: nous avons ronéoté une lettre de présentation d'ICO et des numéros spéciaux, lettre adressée par voie postale à des camarades divers susceptibles d'être intéressés. Les camarades d'ICO peuvent nous demander soit des exemplaires de cette lettre pour les diffuser personnellement, soit nous communiquer des adresses pour envoi.

VII- Discussion sur les intellectuels: pour reprendre un débat soulevé lors de la rencontre internationale de juillet sur la définition des dirigeants et des exploités nous allons procéder au tirage distinct et limité d'un texte déjà ancien sur les intellectuels. Ce texte sera adressé aux camarades qui en feront la demande. Il est destiné à servir de base à la discussion qui éventuellement se concrétisera dans la publication d'une brochure sur le sujet.

VIII- Critique d'ICO: il faut éviter dans les critiques de publications les phrases agressives et incompréhensibles pour celui qui n'est pas dans le coup.

oooooooo

NOUS AVONS DISCUTE SUR

L'utilisation du "personnel de remplacement"

De nombreuses entreprises de "location de personnel" sont apparues ces dernières années: il y en a dans tous les secteurs d'activité et toutes les entreprises.

Quel sens accorder à cette prolifération?

L'intérêt peut paraître du côté ouvrier: si le travail plaît, on peut essayer de se faire embaucher définitivement, sinon aller ailleurs. On peut cesser de travailler du jour au lendemain.

L'intérêt des patrons n'apparaît pas nettement: ils paient presque deux fois ce que leur coûterait un salarié nouveau. Possibilité de renvoi immédiat en cas de crise, rupture de solidarité dans un même travail, gain sur les avantages particuliers à l'entreprise, pas de souci de sélection d'embauche (on peut renvoyer ceux qui déplaisent et garder ceux qui plaisent sans difficultés), possibilité d'absorber les "pointes de production" sans heures supplémentaires.

La hiérarchie des salaires:

Il est étonnant de voir apparaître des revendications uniformes dans les demandes syndicales (pressions de la base ou démagogie?)

On ne soulignera jamais assez le décalage qui s'accroît d'année en année par le simple jeu des augmentations annuelles en pourcentage de 4 à 5% entre les travailleurs, d'une part, cadres et dirigeants d'autre part.

Par exemple, pour une augmentation annuelle de <sup>moyenne</sup> 5% les salaires deviennent, ( mensuels en anciens francs )

	base ( minimum)	cadre (minimum)	cadre supérieur (minimum)
1956	40.000	90.000 (+50.000)	300.000 ( + 260.000 )
1966	<u>65.000</u>	<u>150.000</u> (+85.000)	<u>500.000</u> ( + 435.000 )
différence:	25.000	60.000	200.000

Le travailleur suit à peine le coût de la vie alors que la part réservée au superflu augmente d'autant plus pour les cadres.

Les syndicats n'en parlent jamais; au contraire, ils signent toujours des augmentations hiérarchisées et revendiquent la défense de la hiérarchie.

Ailleurs, le silence est général (seuls les bulletins d'information PSU en parlent).

Un camarade de l'enseignement parle d'une tentative de réduire la hiérarchie dans l'enseignement en divisant le salaire en une partie fixe et une variable (traitement binôme) il y a quelques années. Proposition discutée du bout des lèvres par la CGT (le principe était bon, la pratique difficile) et défendue à la fois par les tendances "corporatiste" et Ecole Emancipée. Amorce de traitement non hiérarchisée finalement mise au placard.

Pour permettre de publier une étude sur le sujet, nous demandons aux camarades de nous communiquer les salaires réels qu'ils peuvent connaître autour d'eux en précisant: activité professionnelle, emploi, salaire mensuel moyen réel, ou annuel, horaire de travail.

Le reclassement des cadres:

Presse, radio, télé, font tout un battage là-dessus. Les cadres en chômage auraient droit à une indemnité équivalente à leur activité. Pour qu'ils puissent conserver leur standing. Déjà les indemnités des ASSEDIC sont proportionnelles au salaire...

Le chômage augmente, les plus touchés sont les ouvriers en général. Le gouvernement augmente de 6% les allocations de chômage. Pour les cadres, les syndicats viennent de signer avec le patronat une convention pour faciliter leur reclassement sur le plan national. Pour les ouvriers, qu'ils cherchent tous seuls..

oooooooo

syndicats et mouvement ouvrier

Un des points que nous affirmons le plus fréquemment dans ICO est que le mouvement ouvrier est une chose et que le mouvement syndical et politique (c'est-à-dire les organisations, y compris celles qui se disent "révolutionnaires") c'est tout autre chose. Les organisations vivent en parasites sur le mouvement ouvrier un peu comme le gui sur le pommier, paraissant être son seul feuillage en hiver lorsque l'arbre est au repos tout dépouillé, disparaissant sous les feuilles en été lorsque l'arbre est actif, en tout cas n'étant rien sans l'arbre.

Un des points que l'on retrouve tout aussi fréquemment ailleurs qu'à ICO c'est que cette constatation n'est pas l'observation des faits de notre société, mais une simple opinion particulière à ICO dont l'affirmation constante devient du sectarisme. Pas seulement sous la plume ou dans la bouche des responsables syndicaux ou des partis

"ouvriers", mais aussi chez tous ceux qui, critiquant, peu ou beaucoup les syndicats y cherchent "le contact avec les masses", sinon des places dans un appareil existant.

Il est de bon ton dans ce cas, en face des critiques que nous pouvons faire aux syndicats, de les prendre comme de simples critiques de fonctionnement d'organismes dont nous approuverions le principe et d'ignorer totalement que ces critiques ne sont pas des regrets mais des constatations d'une situation de fait que nous relierions toujours à l'ensemble de la société d'exploitation.

Les faits précis que nous pouvons citer sont alors, ou bien ignorés, ou bien déformés de leur sens réel, pour illustrer un vain réformisme syndical chez les uns, un vague idéalisme syndical ou politique chez les autres. Parfois même on trouve l'identification de ce "syndicalisme pur" ou de cette organisation "idéale" avec les conseils ouvriers; cette pensée n'apparaît que l'équivalent de celle des partis traditionnels qui identifie leur parti ou syndicat avec le mouvement ouvrier et les travailleurs.

Parfois encore, on trouve la vision d'une organisation idéale, avant-garde gardienne parce que "consciente" d'une "conscience ouvrière" ou d'une "morale ouvrière" à côté des créations autonomes de la classe ouvrière elle-même.

En vérité, les penseurs de toutes sortes redoublent d'ingéniosité- consciente ou inconsciente- pour tenter de justifier leur position présente à l'égard du mouvement ouvrier. On n'en finirait pas de citer les multiples "solutions" ou variantes que seuls des spécialistes peuvent distinguer. Elles ne nous intéressent guère et les travailleurs les ignorent totalement, alors même qu'ils sont touchés par leur propagande. La règle générale est que le mouvement ouvrier refuse de se laisser saisir.

Ce sont les faits seuls du mouvement ouvrier qui valent la peine qu'on s'y arrête et non les jeux des organisations petites ou grandes. Il suffit de regarder et d'analyser. Ce qu'il faut tenter de comprendre dans chaque situation, c'est ce qu'est réellement la lutte de classe des travailleurs, comment elle parvient à cheminer sous l'emprise légale ou de circonstance des organisations, comment elle peut parfois se dégager de cette emprise, sous quelles formes indirectes elle peut se manifester, prise elle-même dans toutes les structures de la société capitaliste, voyant toutes ses créations autonomes émasculées ou reprises par ceux-là mêmes qui veulent garder un rôle dirigeant (présentement ou dans le futur). Ce n'est pas une tâche facile d'autant moins que rien ne se passe clairement ou suivant une ligne continue. Le fil conducteur doit être la vision nette de ce qu'est le mouvement ouvrier réel, et de ce que la lutte de classe ne se situe pas au niveau patronat-travailleurs, mais dirigeants de toutes sortes et travailleurs.

#### IL FAUT ETRE DANS LES SYNDICATS PARCE QUE LES TRAVAILLEURS Y SONT

(air connu sous toutes les bannières)

"Aux usines Citroën de Rennes, 1% (un pour cent) seulement des inscrits ont participé aux élections de délégués du personnel (l'effectif total est de 7800 personnes)" (Le Monde, 4/10/66).

"Aux usines Citroën de Rennes, 10% (dix pour cent) seulement des inscrits (645 sur 6420) ont participé au 2ème tour des élections de délégués du personnel". (Le Monde 9/10/66).

A qui fera-t-on croire, comme le claironnent les syndicats que c'est "le résultat de la politique anti-syndicale de la direction". La direction répliquant de son côté que "les ouvriers, d'origine rurale pour la plupart, ne s'intéressent pas aux campagnes syndicales".

On connaît les moyens mis en oeuvre par la direction Citroën pour avoir des ouvriers bien dociles; mais les syndicats ne sont pas des enfants de choeur, et disposent de moyens de propagande tout aussi "modernes". S'ils s'avèrent aussi peu

"efficaces" n'est qu'une réalité plus profonde s'inscrit derrière ces faits. Il n'y a pas présentement de dictature patronale telle qu'elle conduise les travailleurs, même d'origine paysanne, à un désintéressement total à l'égard des institutions "faites pour eux".

Le moins qu'on puisse dire, quelles qu'en soient les raisons, c'est que ces travailleurs n'éprouvent en aucune manière le désir de se servir de ces institutions ou de les défendre; leur lutte de classe (car elle existe quoiqu'on en dise) passe ailleurs, sous d'autres formes et elle n'est pas exprimée par les syndicats.

La seule question que l'on puisse se poser dès lors est si les choses se passent de même dans une usine "ancienne" comme Renault avec un "prolétariat ancien" 80% de votants à Billancourt. A peu près le pourcentage de non votants à Rennes. Cela signifie t-il que les ouvriers de Renault "croient" plus dans le syndicat que ceux de Rennes? Les camarades qui travaillent dans de telles entreprises savent qu'il est difficile de répondre à cette question car ce sont des raisons diverses qui font que les ouvriers "votent": puissance "légale" des syndicats (puissance économique dans l'usine par le rôle qu'il y jouent); contrainte ou tromperie même; routine de ceux qui ont toujours voté comme cela, pis aller de ceux qui pensent sans conviction que ça ne peut faire de mal si ça ne fait pas de bien, etc... Simplement là, les circonstances ont fait que les syndicats se sont installés et jouent une certaine fonction dans la vie de l'entreprise; les travailleurs les subissent parce que la direction dans cette usine nationalisée leur reconnaît ce rôle. Les travailleurs, dès lors ne sont pas "dans" le syndicat, ils sont "dans l'entreprise"; ils ne se sentent pas plus concernés dans leur commune par le conseil municipal; ils en ont besoin de temps à autre parce que c'est ce qu'on leur impose dans leur vie; ils votent parce que cela peut présenter un "intérêt" au sens le plus étroit de ce mot; mais tout cela leur est aussi étranger maintenant que pour les ouvriers de Rennes qui ne se déplacent pas pour mettre un bulletin dans une urne.

#### DE QUEL COTE SONT CEUX QUI VEULENT "LUTTER DANS LES SYNDICATS"?

GRANDE-BRETAGNE: " Malgré la présence d'importants renforts de police, de nouvelles manifestations hostiles à M. Wilson se sont déroulées lundi à Brighton. Près d'un millier de travailleurs de l'industrie automobile ont participé à une marche qui s'est achevée dans la salle où se tient le congrès des travaillistes. Les forces de l'ordre les empêchant de pénétrer à l'intérieur de l'édifice ..." (Le Monde).

Le parti travailliste (Labour-Party) et le syndicat (Trade-Unions) sont étroitement mêlés en Angleterre. Les ouvriers ont donc pratiquement manifesté dans la rue contre "leur" syndicat. On peut rapprocher du début de la grève d'Amsterdam en juin ( ICO N° 51-juillet 66), de la fin de la grève des mineurs à Lens (ICO N° 18 mai 63). Autrefois, les travailleurs manifestaient contre ceux qui détenaient le pouvoir social ou agissaient pour eux, c'est-à-dire contre les patrons et le gouvernement; aujourd'hui, il en est toujours de même, seulement du côté de "l'ordre" il y a en plus des précédents dirigeants, le syndicat et le parti "ouvriers", tous étant protégés par les mêmes forces de l'ordre capitaliste.

RUSSIE: Le procureur de la région de Moscou proteste contre les "licenciements abusifs". "La situation est d'autant plus grave que fréquemment la section syndicale d'entreprise s'est alliée au directeur pour licencier arbitrairement des travailleurs" (Pravda, 23/10/66, cité par Le Monde 25/10/66). La situation évoquée ici se rapproche de celle des travailleurs de la branche occidentale du capitalisme où l'on offre au travailleur l'illusion d'une "protection légale" contre les "abus" des dirigeants d'entreprise. Le pouvoir capitaliste introduit lui-même sa propre régulation. Certains diront: on ne peut voir ainsi en France le syndicat s'allier aux dirigeants d'entreprise pour licencier des travailleurs. C'est déjà faux d'un point de vue individuel: beaucoup

de camarades peuvent citer de tels exemples. Et quand on regarde de près la participation des syndicats dans tous les organismes de "l'emploi", les comités d'entreprise qui approuvent la gestion patronale y compris éventuellement les mesures touchant les compressions de personnel, etc.. (exemple, les chantiers navals), la demande d'une participation plus grande à la planification, quand on revoit le rôle des syndicats dans toutes les "lutttes" contre les licenciements, on ne peut que conclure qu'ici aussi le syndicat s'allie aux dirigeants.

YUGOSLAVIE: " Trois cents ouvriers de la fonderie de Mladenovac, en Serbie ont récemment fait une grève de 24 heures et certains d'entre eux ont brisé des machines pour protester contre une réduction de 10% de leurs salaires; rapporte le journal "Borba". Ils avaient été informés par la direction qu'ils n'avaient pas réalisé leurs normes de production. Mais les ouvriers ont été exaspérés par le fait que les employés de bureau qui devaient normalement se trouver dans le même cas qu'eux, avaient touché intégralement leurs salaires. Après la grève, et les bris de machines, la direction de la fonderie convoqua une réunion à laquelle participèrent les représentants des ouvriers. Les sanctions furent annulées et les ouvriers décidèrent de travailler un jour de plus pour compenser le temps perdu " ( Le Monde - 23/10/66)

Là où les syndicats sont trop évidemment des rouages de l'état capitaliste et bureaucratique, on tente d'accréditer l'idée que les travailleurs gèrent les entreprises par le canal de conseils ouvriers créés de toutes pièces par le pouvoir. Le rôle des syndicats pourrait alors être justifié comme celui de promoteurs de conseils ouvriers et de garants de leur bon fonctionnement. L'exemple cité montre que tous ces organismes n'ont rien de commun avec les travailleurs puisque ceux-ci en sont réduits, comme sous le capitalisme occidental à imposer par la grève et la violence leurs simples droits de travailleurs.

FRANCE: Car il ne s'agit pas de quelque chose d'occasionnel, d'abus isolés qui autorisent à dire que cela n'existe pas ailleurs et peut être combattu. La fonction syndicale comme rouage de la société d'exploitation se précise ici de telle façon que des militants fidèles du syndicat lancent un cri d'alarme: "... si le comité inter (syndical parisien du Livre) ne réforme pas au plus vite ses structures, il risque de n'être plus reconnu par les équipes de composition; on assistera dès lors à une série de grèves sauvages..." (Bulletin syndical des correcteurs- 10/66). Cette simple phrase exprime:

- l'existence d'un mouvement ouvrier distinct du mouvement syndical mais qui l'utilise à l'occasion
- le fait que, si le mouvement syndical a paru exprimer ce que voulait le mouvement ouvrier (au point de vouloir s'y identifier), il s'en distingue maintenant radicalement; s'il reste en place, alors que les travailleurs agissent directement, c'est qu'il joue un autre rôle que celui qu'il réclamait traditionnellement.
- la pensée qu'on peut réformer le syndicat mais qu'il faut faire vite.

#### UNE REFORME EST-ELLE POSSIBLE ?

Que veut dire une telle question? Que par la volonté des militants il soit possible de faire jouer au syndicat le rôle qu'il paraissait jouer autrefois.

Mais poser cette question, c'est d'abord ignorer totalement une réalité que les syndicats sont ce qu'ils sont, non par la volonté des hommes, mais par le fonctionnement normal de la société capitaliste.

Les travailleurs qui manifestent devant le siège du syndicat ou du parti travailliste, pensent également qu'il est possible de faire changer la politique

du syndicat ou du parti. Mais, sans s'en rendre compte, ils font ressortir le rôle réel du syndicat car alors, on fait appel à la police ou bien on dit qu'ils sont entraînés par des provocateurs fascistes. Lors de la grève d'Utrecht (voir plus loin) les dirigeants syndicaux placés devant une grève sauvage disent aux travailleurs: " nous sommes de cœur avec vous, mais nous ne pouvons rien faire car le patron n'a pas commis d'infraction aux accords que nous avons passé avec lui". On retrouve -sans la grève sauvage- une situation semblable en France, par exemple chez Renault av les vacances quand les syndicats auraient dû normalement dans leur propre intérêt déclencher un mouvement plus important mais ne le faisaient pas parce que le "crédit d'heures de grève" figurant dans les accords Renault était presque épuisé. Ce crédit d'heures était la contrepartie d'avantages divers dont les travailleurs avaient profité mais ils pouvaient difficilement ne pas signer ces accords autrefois et maintenant renier leur signature. Cela était à la fois le résultat de ce qu'attendaient d'eux les travailleurs et d'un fonctionnement normal de l'entreprise. Il n'y avait pas là de trahison et n'importe quelle organisation, si pure soit-elle, aurait fait de même. Quelle place y a-t-il dans tout cela pour une réforme du syndicat ou pour une autre organisation "différente": aucune.

Lorsqu'on parle de "réforme" c'est presque toujours par rapport à un rôle que le syndicat aurait eu dans le passé et qu'il aurait abandonné tout récemment. A quelle époque se réfèrent-ils quand ils parlent de cela? En général d'ailleurs, plus à des textes (Charte d'Amiens par exemple) qu'à des faits précis. Cela fait plus d'un demi-siècle que le syndicat CGT a brutalement et en quelques jours avec la guerre de 14 montré sa véritable nature; il y avait dans ce fait beaucoup plus que la "trahison" d'un seul Jouhaux, mais l'épanouissement de rapports préexistants qui n'avaient pas eu l'occasion de se montrer. Que nous soyons encore aujourd'hui à discuter du syndicalisme et de sa réforme montre non pas que les gens sont aveugles mais que leurs critiques vont toujours dans le sens d'un développement possible du syndicat et non encore achevé dans notre société, le sens même dans lequel se développe le syndicat depuis un demi-siècle et plus.

Cette direction, c'est celle-là même de la société toute entière qui s'oriente vers un capitalisme d'Etat. Or, depuis 50 ans, les réformistes du syndicat, quelle que soit leur idéologie, qu'il s'agisse de syndicalistes révolutionnaires, d'anarcho-syndicalistes, ou de la CFDT, assignent au syndicat un rôle central dans l'organisation de la société. Toutes ces idées sont nées à la même époque, dans une même société capitaliste, alors que la Russie prise dans une révolution capitaliste développait les institutions de la forme la plus moderne de ce capitalisme. Quand on y regarde de près les divergences entre tous sont simplement des variantes de forme ou de tactique, mais l'essentiel y est: donner au syndicat un rôle primordial dans une économie centralisée. Tout le mouvement syndical d'aujourd'hui est contenu dans cette orientation aussi bien les "révolutionnaires du syndicalisme" que les dirigeants actuels des syndicats. Simplement certains pensent y parvenir par des voies légales, d'autres par des voies plus ou moins violentes.

#### ET LE MOUVEMENT OUVRIER ?

Nous nous étendrons peu sur ce point parce que nous essayons de traduire dans ICO, dans la mesure du possible, ce qu'il est réellement, notamment dans les manifestations diverses, grèves sauvages, mouvements spontanés pris tôt ou tard dans les cadres de la société c'est-à-dire d'abord dans le réseau syndical, sinon dans la répression violente lorsque ces cadres sont franchis.

Les créations spontanées du mouvement ouvrier au cours de ces luttes: comités de lutte, comités de grèves, comités de liaisons, doivent également être examinées avec tout l'esprit critique possible. Au début ils peuvent être le fait de militants

syndicaux ou d'organisations "révolutionnaires", même spontanés ils peuvent rapidement jouer le rôle même du syndicat que celui-ci jouait mal, tout ceci parce que nous sommes dans une société capitaliste et, qu'à moins de révolution, tout se trouve soumis à des rapports capitalistes quelle que soit la bonne volonté des hommes. C'est avec cet oeil critique que nous devons regarder les créations du mouvement ouvrier anglais, sans pour autant les minimiser parce qu'ils expriment en partie une réalité du mouvement ouvrier.

oooooooo

## comment on nous conditionne comment on lutte contre

Les deux textes qui suivent peuvent paraître très différents. Le premier a été écrit en 1965 par un encaisseur releveur de l'E.D.F. Il montre comment on tente de manipuler les consommateurs pour qu'ils acceptent les effets des mesures de rationalisation dont les travailleurs sont les autres victimes quoique apparemment d'une autre manière: mais tous en réalité sur l'autel de la productivité et du profit et sans le moindre souci des uns et des autres. Le second texte est récent. Il montre comment spontanément un mouvement peut surgir pour briser cette domination du consommateur par le capitalisme.

" Une mesure anti-sociale: au début du mois de décembre 1964 un véritable coup de tonnerre éclatait. La presse quotidienne publiait alors une information qui allait jeter le trouble sinon le désarroi chez les non-initiés, c'est-à-dire dans la plus grande partie du public. Il était fait état de la suppression de l'encaissement à domicile des redevances de gaz et d'électricité. Et chacun se demandait comment il allait faire pour payer ses quittances car la mesure envisagée paraissait applicable immédiatement. Les difficultés ressortirent aussitôt: temps perdu soit pour se rendre à un guichet d'agence E.D.F., soit à un guichet postal avec attente parfois prolongée à ces guichets; frais supplémentaires par le paiement de droits d'expédition de mandats ou d'utilisation de moyens de transports. Pour les initiés, l'information n'avait rien de particulièrement surprenant. La suppression de l'encaissement à domicile est remise en question depuis de nombreuses années. Diverses formules ont été envisagées pour le recouvrement des redevances; certaines ont même connu un commencement d'application, mais ont eu une vie assez éphémère, le public ayant marqué sa désapprobation. Il y a eu l'ouverture d'un compte provisionnel à E.G.F. Le montant des quittances devaient être prélevées dans ce compte jusqu'à épuisement des prévisions; il suffisait de réapprovisionner le compte pour que le fonctionnement du système soit assuré. A ce système en succéda un autre qui n'eut pas davantage de succès. L'abonné virait périodiquement un acompte puis tous les six mois régularisait le montant de ses redevances par un solde. Cette idée lumineuse fut rapportée à la suite de violents incidents qui opposèrent usagers et caissiers.

La direction E.G.F. ne se tint pas pour battue. Elle envisagea d'autres moyens pour parvenir à ses fins ce qui devait se traduire par la compression de personnel et la suppression d'emplois. Pourtant du fait de la nationalisation du gaz et de l'électricité nombreux étaient les emplois qui dans de multiples services avaient cessé d'exister. Dans le service de relève et encaissement par exemple le nombre d'agents avait connu une baisse sensible avec la relève simultanée du gaz et de l'électricité et l'encaissement simultané des deux consommations partout où cela fut possible. Cette opération n'apportait pratiquement aucun avantage pour l'abonné: celui-ci ne recevait plus que deux visites au lieu de quatre chaque deux mois, en revanche il devait établir

son budget pour payer en une seule fois ses consommations. La disparition d'emplois ne s'était pas traduite par une économie profitable au client.

D'autres méthodes furent recherchées par la direction E.G.F. Grâce au monopole établi, elle utilisa de puissants moyens pour une propagande qui donna de piètres résultats. Elle fit miroiter de multiples avantages à ceux de ses abonnés qui possédaient un compte en banque ou aux chèques postaux: " faites domicilier vos quittances, leur encaissement se fera automatiquement, vous n'aurez à vous occuper de rien, vous ferez l'économie du timbre de quittance, vous éviterez ainsi des ennuis toujours possibles ".

Un faible pourcentage d'abonnés se laissa allécher par ces promesses ne pensant pas qu'il ôtait son travail à l'encaisseur et préparait la suppression d'un emploi, ne pensant pas qu'en remettant un chèque lui-même à l'encaisseur il était en droit de déduire le timbre, ne pensant pas qu'en cas d'erreur de facturation son compte risquait d'être gravement amputé ou même vidé.

Les autres abonnés, ceux qui continuaient à payer à l'encaisseur se virent inonder de formules, de prospectus, de toute une paperasserie couteuse, à la rédaction équivoque, dont les termes semblaient indiquer que la domiciliation était obligatoire. Il fut ainsi envisagé de déposer les quittances chez des commerçants agréés où les consommateurs pourraient venir les acquitter. D'autres moyens furent employés, même les plus répugnants. Tantôt il fut dit que la domiciliation en compte avantageait l'encaisseur, tantôt il fut affirmé que les encaisseurs rechignaient et refusaient la présentation à domicile. D'autres fois il fut fait appel à des retraités qui se livraient à un porte à porte; pour chaque signature arrachée à un abonné et autorisant le prélèvement, le démarcheur touchait une prime de 1 NF.

Le succès fut encore médiocre, alors E.G.F. trouva autre chose. Ce fut une offensive d'envergure. Certaines facilités accordées jusque là aux abonnés furent supprimées purement et simplement. Il fut décidé que les quittances devaient être encaissées sur les lieux mêmes de la consommation: plus question de déplacer une quittance vers une autre adresse ce qu'obtenaient précédemment bien des clients gérants ou syndics d'immeubles, industriels, commerçants, qui faisaient regrouper en un seul lieu de multiples quittances provenant d'endroits divers. Certains essayèrent de faire front, mais durent abandonner la partie devant les difficultés qui surgissaient. Le volume des opérations de chaque encaisseur diminua cette fois de façon spectaculaire. E.G.F. continuait en harcelant les abonnés, surtout ceux qui remettaient des chèques aux encaisseurs. Par ailleurs, les délais de paiement en quittance non réglées à l'encaisseur furent réduits et ramenés à 5 jours " en vertu et conformément à des arrêtés municipaux en la matière", précisa-t-on, ce qui conduit E.G.F. à procéder à une relance systématique des négligents, laquelle peut être suivie de suppression de fourniture si nécessaire (avec pour conséquence des frais supplémentaires de l'ordre de 40 NF). Parallèlement à cette action extérieure, une action intérieure était menée transformant les conditions de travail des agents. Il serait fastidieux d'en exposer les détails. Il suffira de faire état de la trouvaille la plus percutante appliquée, pour faire comprendre quelle stratégie est utilisée lorsqu'il s'agit de détruire un service. Les emplois sont étiquetés, évalués et hiérarchisés (l'on demande souvent suivant quelles bases). Par le jeu de catégories classes et échelons, la grille des salaires comprend plus de cinq cents divisions qui s'étalent depuis le premier janvier 1965 de 406,25 à 4436,25 brut par mois. Rien n'est plus simple que de reclasser certaines fonctions, de les faire glisser dans la hiérarchie des salaires et de maintenir à sa place initiale la fonction attaquée. Du fait de l'augmentation constante du coût de la vie le pouvoir d'achat des agents de cette fonction diminue dans de notables proportions. Il ne reste plus à ces agents qu'à demander à passer dans un autre service où miroite la... possibilité d'une... "évolution de carrière" (eh ! qu'en termes galants ! ..) illusoire la plupart du temps et qui appellerait bien des commentaires. Tout cela se déroule sous les regards qui voudraient bien ne pas paraître indifférents des syndicats.



Le service de relève et encaissement (l'un des plus bas dans la hiérarchie) fait actuellement les frais de cette stratégie malgré le leurre constitué par certaines dispositions applicables aux vétérans.

Après avoir procédé par grignotage, la direction a voulu porter un coup décisif par une mesure qui frappe en même temps la majorité des consommateurs. Cette fois la direction E.G.F. a tenu à avoir l'appui du gouvernement, lequel a inséré dans la loi de finances un texte au terme duquel la suppression de l'encaissement à domicile doit être approuvée par le parlement. Aux dernières nouvelles hélas, le parlement s'est montré favorable à cette mesure, laquelle pourrait être suivie d'autres dans des délais assez brefs, mesures destinées à accroître les difficultés de paiement par exemple, en effectuant les relevés de compteur tous les quatre ou six mois.

Ainsi que d'autres industries, ainsi que d'autres entreprises, E.G.F. dispose de la possibilité de procéder à des compressions de son personnel, à supprimer des emplois dont le bénéfice n'est pas à l'avantage du client, bien au contraire.

Ce service public s'apprête à ce soustraire à ses devoirs et à s'éloigner du public. La limitation de l'embauchage de jeunes ne sera pas compensée par une réduction des tarifs dont pourraient bénéficier les utilisateurs.

Aussi serait-il normal que le public se prononce, élève des protestations exerce une action de masse en mandatant ses élus, en faisant intervenir les groupements professionnels, les comités d'intérêts de quartiers ou ruraux auprès des autorités responsables.

De même il serait utile que se constituent des comités de défense des corporations menacées. Ce ne sont pas nos camarades des chantiers navals de Nantes ou ceux des mines de Decazeville entre autres, qui nous démentiront, pas plus que ceux des forges et chantiers qui s'apprêtent à fusionner."

Cet article écrit au début de 1965, est, hélas ! dépassé et n'a plus qu'une valeur documentaire. Il fait ressortir certaines prévisions vieilles de près de deux ans et qui se sont révélées justes. Le service de relève et encaissement est en voie de disparition. Si la relève ne peut être supprimée, elle connaîtra des conditions de travail qui l'apparenteront au travail punitif. Quant à l'encaissement à domicile il est à craindre qu'il ne vive ses dernières semaines.

( suite page

oooooooo

# correspondance

- d'un camarade de Lyon:

"... Nous avons lu avec intérêt l'ensemble des quatre textes publié dans I.C.O. (numéro 52, août - septembre 1966)

J'ai eu l'occasion de discuter de la position de deux camarades sur la question des copains qui sont plus ou moins "cadres" dans une boîte, tout en se refusant à l'attitude que cette situation implique, et de constater que nous n'étions pas d'accord. Ce rigorisme me paraît bien artificiel.

Pour moi, je considère quesi un type se refuse à une fonction d'autorité, comme c'est possible (évidemment avec pas mal de difficultés) on ne peut pas lui reprocher un salaire plus élevé que celui des employés ou ouvriers de base, parce que le montant en est prélevé sur les salaires plus bas. Il n'est pour rien dans la détermination de son salaire et un renoncement aux quelques avantages que peut lui procurer cette position serait un geste symbolique sans portée. La non exécution des tâches qu'on considère comme siennes fait partie du sabotage plus ou moins larvé qui est le fait de la masse des salariés. D'ailleurs, où trouver cet étalon idéal,

le salarié de base; la hiérarchie est partout. J'estime enfin que s'il est possible pour certains dans un but d'exemple de claquer avec vigueur la porte dans leur boulot en période ordinaire cette attitude est bien étrangère aux préoccupations des salariés pour qui le travail est autre chose qu'une occasion de faire un éclat. La conception des deux camarades sur ce point ne me paraît pas avoir éliminé un aspect assez activiste. Tout ceci bien sûr, mériterait d'autres développements. La discussion de ces questions si elle s'avère possible, serait intéressante. Je voudrais à ce propos exposer ma propre situation.

La bibliothèque compte 90 personnes. Hiérarchie: conservateur, bibliothécaires, sous-bibliothécaires, employés de bureaux, magasiniers et gardiens. Cette simple énumération permet de voir que les bibliothécaires se trouvent dans la situation de "chef de service". Le problème consiste pour moi à refuser ce rôle. Nous sommes soumis à une pression constante sous forme de discours du conservateur exaltant la discipline, l'autorité, la responsabilité, etc, etc.. "vertus cardinales" à l'est comme à l'ouest". Bref, les perles de ce qu'on ose appeler la pensée technocratique. Bien sûr, mon attitude est purement négative. Je ne vois pas le moyen d'en faire plus pour le moment. D'ores et déjà on ne me confie pas de tâches du genre "cadre dynamique" et on ne semble pas compter sur mes aptitudes à la "direction".

Tout ceci est bien peu de choses et la position est inconfortable. Je pense d'ailleurs qu'il n'y a guère de positions sans aucune ambiguïté et que l'on doit compter avec des réalités, même si on les trouve méprisables, ou simplement secondaires".

- d'un camarade de Paris :

Un article du Combat Syndicaliste (N° 428 du 17 novembre 1966- Grégorio Quintana) sous le titre "Internationaux en Espagne" essaie de dire ce qu'ont été réellement les Brigades Internationales :

"...La presse qui se qualifie d'objective, d'aucune manière communisante, ouvre aujourd'hui ses pages à une propagande du communisme militant. Dans cette ligne entre "Le Monde" de Paris qui en date du 8 novembre accueille un travail dithyrambique pour les Brigades Internationales concurrentes en Espagne. "Le Monde" exécute, de même que son honorable attitude antifranquiste, qui lui a valu la persécution répétée des autorités et de la censure espagnole. Mais en même temps il sert de véhicule mystificateur en coopérant avec le mensonge répandu que la défense de Madrid dépendait de l'intervention des Brigades Internationales. Et on réussit avec le concours des volontaires internationaux non communistes, qui intégraient les formations libertaires. Tel fut le cas des batteries Sacco y Vanzetti ..... On pourrait citer des noms comme le fait le journaliste du travail mentionné paru dans "Le Monde" ... Ce qui importe n'est pas de revendiquer telle ou telle gloire mais de rétablir certains aspects de la réalité dans le respect d'une vérité objective."

De nombreux camarades à ICO et autour d'ICO étant influencés par "Le Monde" et par son "objectivité", il serait bon, à propos de cet article de dire que les Brigades Internationales ne furent établies en Espagne que comme fer de lance du parti communiste pour combattre les non conformistes et s'emparer du pouvoir à ces fins. J'ai jeté au moment de la lecture l'article du Monde, je n'ai pas de point de repère mais je sais que ma réaction immédiate a été : "Le Monde, une nouvelle fois au service de Moscou."

- d'Espagne

.... les élections syndicales ici ne sont que bavardage. La preuve n'a rien eu de positif dans aucune entreprise importante.

Dans la RENFE (SNCF espagnole) les délégués élus sont des gars pleins de bonne volonté. Ils sont allés demander l'augmentation à la suite de la fixation d'un nouveau salaire minima (tant prôné par la TV et la presse) passé de 60 à 84 pesetas par jour. La réponse a été catégorique : "Vous n'y avez pas droit parce que vous touchez déjà davantage par jour, c'est à dire plus de 84 pesetas."

Conclusion: la vie plus chère, plus d'impôts et plus de retenues pour la sécurité sociale calculés eux d'après les nouveaux taux.

Cela fait un grand mécontentement parmi les cheminots à Madrid et surtout à Barcelone, mais il ne nous reste qu'à nous taire devant le chômage qui sévit actuellement ..."

Dans le prochain I.C.O. nous publierons :

- la lettre d'un camarade belge lié à la Révolution Proletarienne et la réponse d'I.C.O.
- une réponse aux critiques faites par un camarade trotskyste (voir I.C.O. N° 53- octobre 66, p.5).
- poursuite de la discussion avec un camarade de Bordeaux (voir I.C.O. N° 50-51 et 52 sous le titre "une expérience ouvrière".)

ooooooo

## comment naît une lutte

- suite de la page 16 -

extrait du Monde 19/II/66:

" Sur tout le territoire des Etats-Unis un vaste mouvement s'est spontanément déclenché parmi les ménagères contre la hausse des prix de détail. Depuis le début du mois, pétitions, manifestations et boycotts se multiplient, visant notamment les grandes chaînes de supermarchés rendus responsables de l'élévation du coût des produits alimentaires.

Cette campagne qui a pris naissance à Denver pour gagner progressivement une centaine de villes américaines, a déjà enregistré certains succès qui encouragent les ménagères à persévérer: la chaîne de supermarchés qui a fait à Denver l'objet du premier boycott vient de réduire ses prix de 10 à 20%.

....Après une courte période de flottement, les commerçants se sont ressaisis: principales accusées, les chaînes présentent leur défense et contre-attaquent.

....Pour eux les supermarchés qui ont abaissé leurs prix sous la pression des boycotts "perdent désormais de l'argent", et certains en perdent au point de devoir licencier du personnel. L'Association nationale des chaînes alimentaires, qui avait paru initialement considérer les mouvements de consommateurs avec une certaine sympathie a durci ses positions recommandant aux chaînes ... de " réagir contre ces porte-parole des consommateurs qui sont mal informés ou induits en erreur". Il semble donc, que dans l'immédiat du moins, la période des succès faciles soit révolue pour les ménagères.

Mais leur révolte présente plusieurs traits originaux qui méritent d'être relevés. C'est d'une part, la spontanéité et l'ampleur du mouvement, qui est parti des acheteuses elles-mêmes, en dehors des associations et groupement pourtant nombreux et dynamiques dans la société américaine.

C'est d'autre part la vivacité des réactions et des méthodes utilisées notamment avec l'emploi du boycott;

C'est enfin l'apparition au grand jour d'une nouvelle revendication des ménagères " Give us food, not gimicks " (donnez-nous de la nourriture, pas des trucs)."

ooooooooo

# Hollande

## UNE GREVE SAUVAGE /

Le mercredi 12 octobre, une grève a éclaté dans une usine métallurgique d'Utrecht. 2500 ouvriers ont alors débrayé. Ils criaient des slogans et quelques uns entrèrent dans la salle où siégeait à ce moment, le conseil de l'usine. Tout ceci spontanément et sans soutien syndical. "Les syndicats", comme le déclarait un peu plus tard le secrétaire du conseil de l'usine aux grévistes réunis à la cantine, "ne peuvent pas soutenir votre action parce que la direction de l'entreprise ne se trouve pas en conflit avec les dispositions du contrat collectif".

Le soir même, un des bureaucrates de la centrale des métallos confirmait cette déclaration d'une manière très prudente. Mais en même temps, il disait que l'attitude des ouvriers était très compréhensible et que le comportement de la direction était scandaleux.

C'est bien remarquable qu'un des dirigeants d'une des grandes entreprises de la Hollande, un certain M. de Kanter, directeur de la Fédération des industries électro-techniques et métallurgiques à laquelle l'usine appartient, critiquait sévèrement l'attitude de la direction qui gère mal du point de vue du patronat.

Ces deux phénomènes, attitude du syndicat et critique du patronat, caractérisent chacun à sa propre manière la signification de cette grève qui fut causée par le désir de la direction de se débarrasser de 250 à 300 ouvriers pour des raisons de réorganisation structurelle.

Des licenciements comme ceux-ci se sont souvent produits en Hollande au cours des mois passés. Ceci en rapport avec des regroupements d'entreprises, des fusions ou la mise en oeuvre de nouvelles méthodes de production (automation). En principe les syndicats sont d'accord avec les licenciements sous la condition qu'ils soient mis au courant préalablement. On a plus ou moins l'impression qu'il leur faut un certain temps de réflexion pour trouver une méthode pour faire accepter les licenciements par les ouvriers. Dans le cas présent, ils n'étaient pas au courant et ce qu'ils critiquaient aussi c'était que la réorganisation prévue par la direction n'était qu'un prétexte pour se débarrasser des vieux ouvriers qui, étant donné leur ancienneté, leur coûtaient cher. Ainsi se trouvaient licenciés des ouvriers qui avaient presque 40 ans de service dans la même usine et près de leur retraite. Mais en critiquant cette attitude les porte-paroles syndicaux ne montraient que leur "indignation", mais sans dire un seul mot d'une résistance ouvrière ou d'une forme de lutte. L'idée qu'on pourrait résister à la politique de la direction n'est pas venue aux chefs syndicaux et on peut dire qu'on n'est pas trop loin de la vérité si on dit que leur indignation était provoquée surtout par le fait que les licenciements inattendus et la réaction des ouvriers les a placés dans une position plus ou moins désagréable d'hésitation entre la direction et les ouvriers, d'une façon telle que leur vrai caractère était bien visible pour tout le monde.

Bien sûr, la critique du patronat, comme elle est formulée par M. de Kanter avait une autre cause. Une attitude patronale qui ressemble trop à une attitude du 19<sup>e</sup> siècle n'est plus favorable à la classe dirigeante d'aujourd'hui. Celui qui néglige les méthodes psychologiques élaborées par les services spéciaux des entreprises ne met pas en danger seulement la "paix sociale" dans sa propre usine, mais provoque aussi un climat psychologique dans toute la profession.

Pratiquement, les syndicats "indignés" ne firent rien pour les licenciés. Ce fait que les syndicats n'étaient pas derrière les ouvriers, en lui-même n'est pas très intéressant. Cela arrive souvent. Ce qui est intéressant dans ce conflit, c'est que les syndicats étaient incapables de soutenir les ouvriers même dans une situation où ils disaient que les ouvriers avaient raison. On peut en conclure que l'attitude des syndicats n'est pas une question de bonne volonté ou de bons chefs mais dépend de

leur position sociale.

Personne ne croit en Hollande que sans grève des ouvriers, la direction aurait changé son comportement. De cette grève, encore quelques mots. Comme nous l'avons dit, elle a commencé spontanément et elle fut totale. Pas un seul ouvrier n'était au travail. Et ceux qui entrèrent dans la salle où siégeait le conseil de l'usine, s'y comportèrent comme le peuple de Paris dans la salle de la Convention. Le président du Conseil de l'usine, c'est-à-dire le directeur de l'entreprise se vit obligé de suspendre tout de suite la séance; il s'adressa par la suite aux grévistes réunis dans la cantine de l'usine. Bien sûr pour lancer un appel à la reprise du travail et c'était tout ce qu'il pouvait dire parce qu'il était interrompu par des cris et personne n'écoutait plus.

Ce qui a frappé tout le monde ce fut l'attitude des jeunes ouvriers. Ils ne se trouvaient pas seulement au premier rang mais ils allèrent de plus à la direction pour lui dire qu'on pourrait licencier les jeunes pour laisser des places aux vieux ouvriers. Les chefs syndicaux, surtout dans un passé récent, se sont plaints souvent de la jeunesse ouvrière. Ils ont dit que la jeunesse montrait une certaine apathie et indifférence vis à vis de la "lutte ouvrière". L'exemple de cette grève a montré que la vérité est à l'opposé et qu'un mouvement de lutte vraiment prolétarien pour des buts qui touchent directement les ouvriers, intéresse autant les jeunes que n'importe qui. A l'exception des chefs syndicaux qui se sont abstenus parce que leurs membres étaient liés avec le patronat par contrat collectif.

La grève a duré une journée. Dans l'après-midi, la direction fit connaître qu'il ne serait plus question de licenciement, qu'on chercherait d'autres méthodes pour résoudre le "problème structurel" et que si, après cela, des licenciements étaient encore nécessaires, on prendrait contact avec les syndicats pour étudier un moyen de résoudre les problèmes financiers.

ooooooooo

## Viet-Nam (suite)

### LES REVOLTES PAYSANNES DE 1930 /

Dans un article précédent, nous avons évoqué les mouvements paysans qui éclatèrent dans la période de la guerre de 1914-1918. Une des causes directes en fut le "volontariat" pour la défense de la mère-patrie (máu-quốc); ce fut la goutte qui fit déborder la coupe de haine du paysan contre le régime colonial. Dès que fut déclarée la guerre "fraîche et joyeuse", les notables des villages reçurent l'ordre de recruter des "volontaires" pour la métropole. Des chasses à l'homme furent systématiquement organisées; les paysans adultes abandonnèrent leur paillote pour s'enfuir, se terrer dans les marécages et les forêts. Ceux qui étaient pris étaient ligotés et transportés comme des bêtes au chef-lieu des provinces pour être embarqués. Femmes et enfants restaient dans le dénuement. Des poèmes populaires sont nés de cette tragédie déchirante. Quelque quarante mille indochinois furent ainsi expédiés vers l'ouest lointain; les uns allèrent chercher la mort au front, les autres furent utilisés dans l'industrie, notamment dans les poudreries et les arsenaux. Après 18, les survivants réintégrèrent le servage des rizières; quant aux "héros" qui avaient laissé leur peau dans les tranchées de Champagne et de Verdun, ils eurent droit aux honneurs posthumes. Au Temple du Souvenir de Saïgon, cet édicule en forme de pagodon à l'orée du Jardin Zoologique on lit sur une stèle de pierre polie ces strophes lyriques:

"Ceux qui pieusement sont morts pour la patrie  
Ont droit qu'à leur cercueil la foule vienne et prie.  
Entre les plus beaux noms, leur nom est le plus beau...  
La voix d'un peuple entier les berce en leur tombeau. "

Quelques-uns des méritants médaillés eurent droit à un emploi de gardien de prison ou de milicien.

Au début des années vingt, fut ébauché à Paris un mouvement réformiste groupant quelques étudiants et intellectuels vietnamiens, en général d'origine bourgeoise. Les quatorze points de Wilson, le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, leur laissaient entrevoir des possibilités: ils réclamaient des libertés démocratiques et l'accès des couches possédantes au pouvoir. Un cahier de revendications fut remis au gouvernement français, mais sans résultat. L'esprit plus que modeste de ces revendications pourrait être illustré par le paragraphe suivant extrait d'une brochure d'un des signataires du cahier, Nguyen An Ninh:

" Les Annamites formés par les écoles françaises désirent pour leur race une évolution lente et sûre, sous la souveraineté française, vers la forme constitutionnelle des nations européennes. Quelques-uns parmi eux, patriotes éclairés, se sont dévoués à une propagande dans la masse pour essayer de démontrer à celle-ci les dangers de la revanche et les avantages du patriotisme qui accepte, sous la souveraineté française, l'évolution vers la liberté politique promise dans des discours officiels. Ils croient à la collaboration possible entre Français et indigènes. Mais si les coloniaux s'entêtent à refuser aux Annamites les libertés élémentaires, ils ne pourront désapprouver la violence de la masse et l'action des émigrés".

Un autre des signataires, l'ingénieur agronome Bien Quang Chiêu, formera vers 1925 le Parti Constitutionnaliste Indochinois, parti des propriétaires fonciers qui demande " la continuation et la consolidation de la tutelle de la France" à la condition " qu'on cesse de comprimer leurs élans les plus nobles vers le développement intégral de leur personnalité humaine " ( Dang Lâp-hiên). Ce parti entièrement légal, fut aux côtés du gouvernement colonial français dans la répression sanglante dirigée contre le mouvement paysan de 1930. Devenu conseiller colonial, Bien Quang Chiêu possédait en 1931 mille cinq cents Ha de terres.

Tout autrement évolua le premier signataire que nous avons mentionné, Nguyen An Ninh, licencié en droit. De retour à Saïgon, vers 1926, il se vit offrir un poste dans la justice et une concession de trois cents Ha de terres. Il refusa le tout et fonda un journal d'opposition en langue française, "La cloche fêlée", tout organe d'opposition dans la langue du pays étant interdite. Le journal fut fermé, et Ninh jeté en prison. Plus tard, une société secrète paysanne porta son nom, la Société secrète Nguyen An Ninh, dont le but était de chasser les Français d'Indochine. Sa vie fut une suite de persécutions politico-policières. Pour vivre, il fut réduit à divers petits métiers, dont celui de cocher. Et lorsqu'éclata la guerre de 40, il fut comme tous les suspects politiques, envoyé au bagne de Poulo-Condor où il mourut.

La révolution russe de 1917 devait influencer une partie de la jeunesse nationaliste émigrée en Europe et lui imprimer une nouvelle direction. D'un autre côté les bolchéviks entendaient soutenir les mouvements nationalistes coloniaux, en vue de l'affaiblissement des puissances impérialistes. C'est alors que commença la carrière politique de Nguyen Ai Quốc, l'actuel Ho Chi Minh, qui avait quitté le Viet-Nam pour la France en 1911.

Il avait milité dans le parti socialiste français et voté la rupture de 1920 avec la majorité qui fonda le PCF. Envoyé à Moscou en 1923 par le PCF, il assista au 5<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste en 1924 et fonda en 1925 l'Association de la Jeunesse révolutionnaire ( Viet-nam Thanh-niên cach-mang đông-chi hôi) dont il fut de l'étranger, le chef occulte.

Parallèlement à cette société secrète à base paysanne et intellectuelle, s'organisait, en 1927 au Tonkin, avec Nguyen Thai Hoc, le Parti nationaliste du Viet-nam; ( Viet-nam Quốc-dân dang), et autres groupuscules à tendance analogue.

Rappelons ici que le mot Parti ne doit pas être compris comme en Europe. Le parti des propriétaires fonciers, qui n'est fait en réalité que de quelques individus agissant en vue de leurs intérêts privés, est le seul "parti" autorisé; il est même favorisé par le gouvernement colonial; il édite deux feuilles, l'une en français, La Tribune Indochinoise, l'autre en vietnamien, Duộc nhà nam (La Torche de l'Annam). Mais tout ce qui est opposition est secret, ne peut avoir qu'une existence conspirative et tombe automatiquement sous l'accusation de manœuvres subversives, article 91 du code pénal modifié; si pour se procurer les fonds nécessaires à l'activité, on se livra à des coups de main tels que l'attaque à main armée de la chaloupe de la Cie Nguyễn van Kiên à My-tho, vers la fin des années vingt, le "parti" est juridiquement traité comme association de malfaiteurs dont les membres risquent la cour d'assises. De toute façon, c'est la torture et le bagne, si on n'est pas envoyé de vie à trépas par la torture. On adhère sous serment, et on est exécuté par les frères de combat en cas de trahison volontaire ou non. On imagine la rigueur terrible des conditions de la lutte. L'affaire dite du N° 5 de la rue Barbier à Saïgon est restée dans les mémoires. Les mœurs les plus strictes étaient imposées aux membres de l'association de la Jeunesse révolutionnaire qui juraient de se considérer comme frères et soeurs. Un jeune révolutionnaire s'éprend d'une camarade de lutte, Nguyen thi Ng. Il a dérogé à la règle et est exécuté par l'organisation. L'affaire se termine devant la cour d'assises qui fait tomber trois têtes.

Revenons au parti de Nguyen Thai Hoc, dont le but était de "chasser les français du territoire" et "former un gouvernement républicain annamite sincèrement démocrate". Après trois ans d'activité souterraine, et dans l'espoir de donner le signal d'une insurrection générale, il souleva la garnison vietnamienne de Yên-bay au nord-ouest de Hanoi. Une dizaine d'officiers et de sous-officiers français furent massacrés dans la nuit du 9 au 10 février 1930 et des bombes lancées sur Hanoi le lendemain. Le mouvement avorta, la répression ayant été subite et violente, avec bombardement du village de C6-am, suivi de massacres de la population par la Légion étrangère. Les membres du parti furent traqués, arrêtés, condamnés. Le 23 mars, la cour criminelle de Yên-bay prononça trente-neuf condamnations à mort. Nguyen-Thai Hoc avait 26 ans. Avant d'être exécuté, il expose une dernière fois sa position dans une lettre adressée aux députés français:

" En équité, le droit de tout citoyen est de vouloir sa patrie libre. En humanité, le devoir de tout individu est de secourir son frère malheureux.

Que vois-je? Depuis plus de soixante ans, ma patrie est asservie par vous Français. Mes frères souffrent sous votre domination, ma race est menacée dans son existence. J'ai donc le droit et le devoir de défendre mon pays et mes frères.

....

Ceci dit, je tiens à vous déclarer que si les français veulent désormais occuper l'Indochine en toute tranquillité, sans être gênés par aucun mouvement révolutionnaire, ils doivent:

1° abandonner toute méthode brutale et inhumaine, 2° se comporter en amis des Annamites, non plus en maîtres cruels, 3° s'efforcer d'atténuer les misères morales et matérielles en restituant aux Annamites les droits élémentaires de l'individu: liberté de la presse, 4° ne plus favoriser la concussion des fonctionnaires ni leurs mauvaises mœurs, 5° donner l'instruction au peuple, développer le commerce et l'industrie indigène, ..." et Nguyen Thai Hoc signe, Votre ennemi le révolutionnaire Thai Hoc.

-----

QU'EST L'ORGANISATION - rectificatifs au supplément à ce numéro

- page 1 - Ir paragraphe -7eme ligne -lire "Tout ceci touche..." au lieu de "Tout ce qui.."
- page 2 - Los organismos de lutte -1ere ligne - "...ne peuvent se créer ...."
- page 2 - paragraphe suivant -au lieu de "...définie qu'à part.." lire.. "que par de..."
- page 5 - Démocratie réelle- 5e par. lire "Dans leurs actions " au lieu de "sections"
- page 8 -dernier paragraphe - 8e ligne -au lieu de "C O" lire "C . O ." (conseils ouvriers)
- page 9 - il manque le titre " LETTRE DU CLAT (réponse aux critiques d'I C O ) "

# five o'clock world (le monde d'après cinq heures du soir)

(traduit de Jim Evrard - The Rebel Worker - 5 - Solidarity  
Book shop- 1947 - Larrabee Street - Chicago - Ill )

Les gens parlent toujours de publicité, de propagande, et de manipulations de l'opinion publique en termes généraux, mais rarement en termes précis. J'aimerais prendre l'exemple concret d'une chanson populaire sur le "five o'clock world" (le monde de 5 heures du soir) pour illustrer quelques aspects des techniques de manipulation auxquelles nous sommes constamment exposés.

Mais d'abord un mot d'explication. Ce terme de manipulation est souvent avancé par des individus prétentieux, soit-disant au courant de tout, qui pensent qu'eux-mêmes ne se laissent pas prendre, qui pensent que la propagande n'est subie que par des "paysans" très inférieurs à eux. Ces individus croient que se prêter aux techniques de manipulation est une affaire d'intelligence médiocre, de naïveté, de "faiblesse humaine" et que cela n'attrape que les gogos. S'il n'y avait pas tant d'idiots dans le monde, prétendent-ils, le problème serait résolu.

Cette approche est fondamentalement fautive. C'est plutôt le fait de ne pas réagir à leurs techniques qui indiquerait qu'il y a quelque chose qui ne va pas chez vous. Une des techniques les plus fondamentales qu'ils utilisent est rendue possible pour eux par la condition minable de "notre" société capitaliste. Dans cette lamentable société qui est la nôtre, la plupart de nos besoins et désirs les plus fondamentaux sont constamment et systématiquement frustrés. La psychologie moderne a découvert des méthodes par lesquelles cette condition de frustration peut être exploitée en nous offrant des satisfactions partielles sous la forme de succédanés qui sont des succédanés de qualité inférieure.

Prenons un exemple sur la base du texte d'une chanson. Elle commence par indiquer combien est misérable notre journée de travail, utilisant la phrase "encore un jour de gâché". Quel être humain qui a toujours travaillé pour sa vie dans notre société ne réagira pas à cette constatation? Vous n'avez pas besoin d'être idiot pour réagir à cela. Vous avez seulement besoin d'avoir à travailler pour vivre. Sous la condition inhumaine du travail dans notre société malade, le temps de travail est en fait du temps ôté de notre vie, un autre jour de foutu. De ce point de vue alors, une chanson comme celle-ci remplit une des fonctions que les chansons populaires remplissaient dans le passé, ( c'est-à-dire aider les gens à soulager leurs souffrances en les exprimant).

Alors vient le vers.. " Mais dans le monde de cinq heures, quand la sirène retentit, personne ne peut plus prendre une parcelle de mon temps". Parmi ceux qui travaillent qui n'a pas ressenti cela? Quand vous travaillez vous n'êtes plus maître de votre temps. C'est l'entreprise qui le prend. "Vous pouvez garder votre âme, mais le patron possède votre corps". Pour autant que votre patron est en cause, votre force de travail est une denrée que vous vendez sur le "marché du travail" comme les économistes l'appellent (comme chacun sait le marché des esclaves a été aboli). Et ce que vous avez vendu votre ami le patron en fait bon usage dans son propre intérêt, sans égard pour ce que cela peut vous coûter en misère humaine.

Pas de propagande maintenant. Jusque là cela pourrait être même le commencement d'une chanson révolutionnaire. Vous pouvez imaginer comment le texte pourrait continuer: " Prenez ce jour de travail. Prenez les usines et arrangez les vous-mêmes. Ne laissez personne prendre une parcelle de votre temps qu'il soit ou non cinq heures du soir".

Mais ici, c'est le tournant. Jusqu'à maintenant si vous êtes une personne qui travaille normalement, le texte de la chanson a dit "oui" à l'une de vos tendances humaines les plus profondes. Si vous êtes un être humain normal, avec des sentiments, des désirs, des tristesses d'un homme normal, votre réponse instinctive a été positive.



Vous avez été "ramolli pour la vente". Pas parce que vous êtes "stupide" ou "faible", mais parce que le texte, jusqu'à maintenant correspond réellement à vos désirs et à vos souhaits. Ceci est un point important pour la compréhension des techniques de manipulation. Elles commencent toujours par offrir une satisfaction partielle à un besoin humain véritable. Vous êtes alors prêt pour le message.

Et quel est le message? Vous trouvez une fille blonde après cinq heures, qui vous fera oublier la misère de l'existence quotidienne dans notre société (jusqu'à demain matin à 8 heures) Et la fille? qu'aura-t-elle en dehors de ça? Comme vous savez dans la vie réelle les relations entre garçons et filles établies sur une telle base se dessèchent en quelques semaines, au mieux en quelques mois. Ainsi le message offert par la chanson se retourne pour être le principal moyen de la propagande.

Pour trois raisons (au moins)

D'abord, cela suggère que nous cherchions les réponses d'un problème réel dans un monde irréel. Il y a une collection entière de chansons populaires, de programmes de cinéma, radio et télé, dont la tendance fondamentale est la suggestion vers l'évasion de notre vie réelle misérable pour un monde de rêve, ou bien de prendre une part active au changement du monde réel. Dans cette chanson, cela prend la forme d'une fille de rêve m'attendant à cinq heures pour me faire oublier ma misère en se soumettant à tous mes désirs frustrés de la journée, sans qu'on se soucie si pour sa part elle peut avoir un besoin ou un désir quelconque (joli rôle pour vous filles, n'est ce pas?) Mais n'ayez pas peur, notre industrie du divertissement amoureux est tout autant intéressée à créer des rêves de garçons pour vous.

Ensuite, cela suggère une solution individuelle à un problème social. Le problème des conditions inhumaines de travail peut être résolu seulement dans l'usine ou le bureau même par l'action collective, des ouvriers, pas par chaque individu de retour à la maison et surexité après sa femme ou sa petite amie.

Enfin cela suggère que nous acceptons un succédané sous la forme de la sexualité. Ne vous méprenez pas. Je ne rejette pas la sexualité. Comme activité dans son propre domaine entre deux personnes qui sont attirées l'une par l'autre, c'est une des meilleures choses que l'humanité ait jamais découverte. Mais comme succédané de huit heures par jour de ma vie d'homme non merci. En fait, cette tendance que nous développons dans ce monde capitaliste malade qui est le nôtre de faire beaucoup trop appel à la sexualité, est une autre des choses qui créent la misère humaine, parce qu'elle conduit inévitablement à des déceptions. Le sexe est merveilleux mais c'est une chose merveilleuse en elle même, pas comme succédané de tant de frustrations et de misères que notre société inhumaine anime en nous. Si nous en attendons cela, il nous décevra. (Et alors, nous en blâmerons notre partenaire) La frustration causée par les conditions inhumaines de travail ne peut être résolue que par le changement de ces conditions de travail. Toute la suggestion pour nous faire chercher des succédanés au lieu de rendre le travail humain sont de la propagande car elles impliquent la suggestion de ne pas agir pour résoudre le problème de base, celui de l'ordre social inhumain.

Ce type d'argument est souvent mal compris. Il n'implique pas que nous cessons d'être attiré par la musique "pop". Vous pouvez chanter un texte miteux sur une musique "rythmée". Vous pouvez danser avec la musique et ignorer le texte. De plus cet argument ne suggère pas que les paroliers sont des propagandistes conscients de notre société capitaliste. Comme individus, ils peuvent être eux-mêmes comme beaucoup victime du lavage de cerveau, comme n'importe qui.

Le point est que nous pouvons continuer d'aimer les "pop arts" mais nous pouvons en même temps garder nos yeux ouverts sur la propagande qui se dissimule en eux. Le coeur n'est pas l'ennemi naturel de la tête. Ce sont seulement les misérables conditions de notre société que nous le font croire.

en langue anglaise

Grande Bretagne

-SOLIDARITY -197 Kings Cross Road-London - WC1 - Vol 4 -n° 3 - aout 1966

"The A.S.S. Story "récit intéressant fait par un shop steward de la lutte menée dans une usine de matériel d'aviation par le patronat contre l'organisation des shop-stewards en 1959-60-61, les échecs dudit patronat et comment il "vaincra" en liquidant l'usine et en répartissant les travaux dans différentes usines du même trust. Reproduction d'un article de P. Cardan : le destin du marxisme (Socialisme ou Barbarie n° 36)

-DIRECT ACTION - 34 Cumberland Road - London -E 17 - Octobre 1966 -Le Congrès des Trade Unions -Contre le blocage des salaires -La législation sociale remise en question en Irlande .

- HEAT WAVE n° 2 -octobre 1966 - 13 Redcliffe Road -London -SW 10 - très vivante revue anarchiste que nos jeunes camarades liront avec intérêt .

U.S.A.

-Speak- Out n° 6 -juillet 66 et n° 7 septembre 66 - 14131 Woodward Avenue - Détroit - Mich 48203 - Le dernier numéro contient un rapport du secrétaire de ce groupe ( The Facing Reality ) issu du trotskysme à l'occasion de leur conférence . Un article sur le parti communiste indonésien le plus vieux d'Extrême Orient et peu connu . Fondé en 1913 par un marxiste hollandais il deviendra le P C d'Indonésie en 1920 ; d'après l'auteur , il n'aurait jamais été complètement dépendant de Moscou . Un article sur le "Pouvoir Noir " aux U S A où l'auteur s'avance peut être un peu trop .

- Industrial Worker -septembre 1966 - 2422 N. Halsted Street -Chicago -Ill 60614  
A signaler deux articles sur l'action des travailleurs agricoles .

belges en langue française

-UNITE OUVRIERE n° 1 , novembre 1966 - Clabau Jean - 75 Av. Gilbert . Bruxelles 5  
bulletin d'information des travailleurs " pour "favoriser ...un regroupement de la classe ouvrière en dehors de l'emprise des appareils bureaucratiques " .

-LA VOIX OUVRIERE bulletin des aciéries Cockerill Ougrée et Espérance Longdoz dans la banlieue de Liège (Rorive - 57 rue Marcel Rémy - Grivegnée - n° 40 et 41 )

- Socialisme et Liberté annonce la création d'une TRIBUNE LIBERTAIRE à l'Université libre de Bruxelles (Lambinet ,194 rue de l'été - Bruxelles 5 )

- REVO (Postbus 33-Brussel - I ) n°1 ( en vente à Paris à la Vieille Taupe - Les positions et l'activité des provos belges

françaises

- REVOLTES , (B P 122 Paris 12eme ) , INFORMATIONS OUVRIERES (39 rue du Fg du Temple Paris 10eme ) sont consacrés aux mêmes thèmes : la glorification des manifestations trotskystes (Liège ) , la formation de l'organisation ( qui s'appelle organisation révolutionnaire de la jeunesse d'un côté et organisation communiste internationaliste de l'autre , mais ce sont les mêmes ) , l'infléchissement de l'histoire ( en ce moment , c'est la Hongrie ) , la présentation de candidats trotskystes aux élections législatives .... Bien peu d'informations ouvrières dans cette exaltation verbale toujours la même .

- VOIX OUVRIERE 29 rue de Chateau Landon - Paris 10 eme n° 68 et 69 - nov 66 contient par contre des informations d'entreprise , mais qui cèdent le pas souvent aux polémiques avec d'autres groupes trotskystes ou aux articles historiques .

- LE PROLETAIRE (bordiguiste , BP 375 -Marseille Colbert ) n° 37 - novembre 66 Partis et syndicats dans la conception marxiste classique -Hymnes au capital en Tchéco-slovaquie

-Lutte de classe ( Renault - 73 rue Blanche - Paris - IX ) -octobre 66 - nov 66

- La Révolution Proletarienne ( 21 rue Jean Robert - Paris 18eme ) novembre 66 l'actualité ( les impôts , le projet Vallon ) , l'anniversaire ( la Hongrie ) ; discussion sur l'antiaméricanisme ; suite de l'article sur l'évolution du capitalisme .

- L'école Emancipée (Le Bozec Bd Clémenceau - 22 Perros Guirec ) 5 nov 66  
Témoignage d'un instituteur sur l'Allemagne de l'Est- décembre 66 -grève scolaire à Rezé ( Loire Atlantique ) - faute de place , suite dans le prochain bulletin

## **Ce que nous sommes, ce que nous voulons.**

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis ou syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation. Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, et utilisent nos luttes pour des buts politiques et non pour les épauler et les coordonner.

C'est pourquoi nous pensons que c'est à nous-mêmes de défendre nos intérêts et de lutter pour notre émancipation. Mais nous savons que nous ne pouvons le faire d'une façon efficace en restant isolés. Aussi cherchons-nous à créer des liaisons effectives directes entre les travailleurs, syndiqués ou non, de différentes usines, entreprises ou bureaux. Ceci nous permet de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Cela nous mène, à travers les problèmes actuels, à mettre en cause le régime et à discuter les problèmes généraux, tels que la propriété capitaliste, la guerre, ou le racisme. Chacun expose librement son point de vue, et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise.

Dans les luttes nous intervenons pour que les mouvements soient unitaires, et pour cela, nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous préconisons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles, capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous considérons que ces luttes ne sont qu'une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises, et de la société, par les travailleurs eux-mêmes.

---

## **informations correspondance ouvrières**

(Regroupement Inter Entreprise)

Correspondance : **P. BLACHIER**, 13 bis, Rue Labois-Rouillon - PARIS-19°

Abonnement : Un an - 12 numéros : 5 F.

Versements : I. C. O., c. c. p. 20.147-54 PARIS

RONEOTE à l'adresse ci-dessus

Le Directeur de Publication  
**P. BLACHIER**